LISTE DES PIÈCES OBLIGATOIRES A FOURNIR

APPEL A PROJETS 2025

« Fonds départemental en faveur de la mobilité, de la citoyenneté européenne et de la participation des plus jeunes »

POUR LES ASSOCIATIONS UNIQUEMENT (à l'exception des Junior-Associations) :

- la demande de subvention est à effectuer sur la plate-forme en ligne PASS66 du Département des Pyrénées-Orientales, rubrique « aides et subventions » en sélectionnant la catégorie "Appels à projets" et le thème "En route vers l'Europe", en joignant les pièces demandées en ligne sur Pass 66 (statuts, bilans,...)

En parallèle, les pièces ci-dessous communes à l'ensemble des bénéficiaires quel que soit leur statut juridique, seront toujours à transmettre au service instructeur à l'adresse : fondseuromobilite@cd66.fr

Un courrier de demande de subvention adressé à la Présidente du Département portant clairement la mention « APP - En route vers l'Europe » date, signature du représentant légal; et cachet de la structure.
La dossier descriptif du projet dûment rempli, signé et daté par le porteur du projet, comprenant :
Le plan de financement prévisionnel détaillé du projet « Fonds départemental en faveur de la MOBILITÉ, DE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ET DE LA PARTICIPATION DES PLUS JEUNES - 2025», DATÉ ET SIGNÉ PAR LE RESPONSABLE LÉGAL DE LA STRUCTURE, OU SON/SA REPRÉSENTANT(E) et faisant apparaître un taux d'autofinancement de 10 % minimum ;
Pour les rencontres entre jeunes européens: la confirmation officielle de la participation du partenaire étranger (noms de la structure et du responsable, et signature) à votre projet (intitulé, pilote du projet et période),
Les devis estimatifs détaillés ;
Les arrêtés de subvention des différents co-financeurs sollicités pour le projet, ou la copie des courriers de demande de subvention ;
Les coordonnées bancaires (RIB) de la structure demandeuse ;
Le rapport d'activités 2024, à défaut 2023.
ET : Pour les Junior Associations :
Dossier unique de subvention - DUS;
Pour les structures non assujetties à la TVA
Lettre d'engagement sur l'honneur du bénéficiaire à ne pas récupérer le montant de la TVA.
Pour les collectivités territoriales et leurs groupements
Les délibérations du maître d'ouvrage faisant apparaître le coût du projet, le plan de financement, son inscription au budget, ou tout document attestant de la démarche en cours